

Intervention Muriel GERBIER DELEGUEE AESH

Bonjour Camarades

J'interviens encore une fois au nom des AESH (Accompagnant des enfants en situation de handicap) de la Haute Loire et du SNUDIFO43, si je dis encore une fois c'est que pour nous rien n'a changé. Nous sommes toujours sous le seuil de pauvreté avec un temps partiel imposé qui fait que nous n'arrivons pas à payer tous nos frais et que le 15 du mois nous sommes déjà à découvert. La majorité d'entre nous est obligée de cumuler un deuxième voir un troisième emploi pour s'en sortir. Cela fait plus de 2 ans que nous n'avons pas été augmentés même pas d'1 euro alors que les prix flambent.

Et que dire de nos conditions de travail qui ne cessent de se détériorer, de plus en plus d'élèves difficiles, de moins en moins d'heure avec la mutualisation des moyens pour s'occuper d'eux. De qui se moque-t-on ? On nous vante l'inclusion mais quelle inclusion ! Une inclusion à tout prix sans tenir compte des difficultés des enfants... Au collège par exemple nous devons suivre des élèves la plupart mutualisés mais au vu des emplois du temps nous ne les accompagnons pas dans les matières qu'il faudrait et quand vous avez le malheur d'en parler aux chefs de Pial pour ceux qui ne connaissent pas ce sigle c'est une saloperie qui permet de nous envoyer sur un secteur géographique et de ne pas être rattaché à un établissement leur réponse -est terrible : « vous avez assez d'heures ». Et bien NON ! les élèves méritent d'avoir leur nombre d'heures en adéquation avec leurs besoins.

Macron et ses 5 ministres de l'enseignement peut être 6 à l'heure où je vous parle nous avaient promis une véritable révolution pour le handicap. Et quelle révolution : les droits des personnes en situation de handicap et du personnel sont remis en cause et les enfants en situation de handicap ne bénéficient plus d'un enseignement adapté avec les notifications mutualisées. Par exemple certaines AESH doivent s'occuper de plus de 19 enfants dont certaines 1 heure tous les 15 jours ou alors de 5 enfants en même temps dans une classe, c'est cela l'inclusion. Les fermetures de postes et de structures spécialisées continuent de plus belle. Pourtant ce sont les AESH qui sont en première ligne, qui sont victimes des coups, des crachats, des violences de ces enfants qui ne bénéficient plus d'une prise en charge médicale et adaptée. Et devant ce constat accablant, quelle est la réponse de Macron ? Il veut mettre en place les PAS, PAS qui vont encore plus mutualiser qui seront la porte ouverte à tout et qui seront encore pire que les PIAL pour les AESH. Cette « ambition » du Président ne doit pas voir le jour ! Arrêtons la casse de l'école publique ! Arrêtons les économies sur le dos des élèves en situation de handicap.

Le 10 septembre lors de l'appel citoyen « Bloquons tout » nous avons été nombreux à être grévistes et à rejoindre les points de blocage. Nous étions plus

de 500 personnes dans le département, le 18, jour de grève nationale nous avons décidé de la continuité de ce mouvement en allant soutenir les lycéens qui avaient décidé de bloquer leur établissement et devant l'hôpital pour les soutenir. Il faut quand même savoir que lors de ces 2 dates nous sommes arrivés à faire fermer le collège grâce aux AED, aux agents de service et de propreté et aux AESH qui étaient tous grévistes. Il faut quand même savoir que ce sont tous des personnels précaires, cela montre bien la colère grandissante.

Pour ce 2 octobre nouveau jour de grève nationale peu de grévistes chez les AESH, les AED et les autres nous ne voulons plus de ces grèves saute-mouton car nous avons bien conscience que ce n'est pas comme cela que nous allons gagner ! J'ai même entendu « sans moi on aura bien une autre date avant les vacances et une autre après ! » .

Nous AESH du SNUDI FO43 avons décidé d'une réunion afin de nous faire entendre. Le 19 novembre 2025, nous nous réunirons nous, AESH, avec les enseignants, les associations de parents d'élèves la PEEP et la FCPE qui ont déjà donné leur accord, les territoriaux, des personnels d'IME, d'ITEP, des parents d'élèves et la presse afin de dénoncer cette école inclusive à tout prix et les PAS ! Les PAS vont engendrer encore plus de mutualisation, encore moins d'AESH pour plus d'élèves, élèves qui devraient dépendre de structures médicalisées, c'est une maltraitance d'Etat.

Nos revendications restent constantes et fermes, madame la ministre 49/3 pardon Borne doit les entendre et les satisfaire :

- Nous exigeons un statut de fonctionnaire, basé sur la catégorie B ;**
- La considération d'un temps plein dès 24h d'accompagnement ;**
- La suppression des PIAL, pas leur transformation en PAS, Pôle d'Aide à la Scolarité ;**
- L'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive à tout prix cher à Macron**
- L'augmentation réelle et significative des rémunérations pour des salaires qui permettent de vivre du seul métier d'AESH ;**
- Notre droit à pouvoir bénéficier de nos 2 jours de fractionnement**

Mais les gouvernements et les ministres successifs du président Macron n'entendent rien ! Ils multiplient les attaques contre l'école, contre nos retraites, contre nos statuts alors qu'en même temps ils lâchent 50 milliards d'euros pour financer la guerre.

Ils dégradent nos conditions de travail et refusent d'entendre nos revendications légitimes alors que dans le même temps les versements de dividendes ont battu un nouveau record historique en 2024 avec plus de 100 milliards d'euros versés aux actionnaires. Ils ne céderont que face à une réelle confrontation, car aussi illégitime et minoritaire qu'ils soient, ils continueront leur travail de destruction

c'est pourquoi nous espérons que le 19 novembre nous puissions avec d'autres départements décider d'une journée de manifestation nationale à Paris là où sont ceux qui décident car ce n'est que par la grève et la manifestation que nous nous ferons entendre.

C'est pour cela que nous AESH avec l'aide du SNUDIFO43 nous allons poursuivre les tournées d'école pour rencontrer nos collègues, nous allons continuer les réunions d'informations syndicales, les stages pour faire connaître nos droits, nous allons poursuivre la syndicalisation et allons réunir tous les départements comme nous l'avions fait lors de la création des comités départementaux afin qu'une bonne fois pour toute, le gouvernement nous entende et nous allons gagner vive le SNUDI FO 43.